



LÄNDERFICHE – NOVEMBER 2020

Israel



Points essentiels:

- 5^{ème} partenaire économique de la Suisse dans la zone MENA (volume total des échanges en 2019: CHF 1.8 milliards).
- Accord de libre-échange entre Israël et les Pays de l'AELE, en vigueur depuis 1993.
- Modèle économique dual: l'économie israélienne repose sur un écosystème de l'innovation performant et sur les secteurs plus traditionnels.
- Pays confronté à un certain nombre de faiblesses structurelles: infrastructures vieillissantes, manque de productivité et un taux de chômage élevé.

1. Informations sur le pays¹

1.1 Informations générales

	Israël	Suisse
Surface (km ²)	22'325 (0.5 x CH)	41'290
Monnaie	Schekel	Franc suisse (CHF)
Taux de change (au 04.11.20)	3.73 NIS →	1 CHF
Population (2019)	9.1 Mio. (+1.9%)	8.5 Mio. (+0.8%)
Nombre de suisses en Israel	8'403 (dec 2019)	--
Nombre d'israéliens en Suisse	--	1'322 (jan. 2020)

1.2 Rankings²

	Israël	Suisse
Global Competitiveness (2019)	20/141 (+7)	5/141 (-1)
Doing Business (2020)	35/190 (+0)	36/190 (-5)
Index of Economic Freedom (2020)	26/180 (-4)	5/180 (-1)
Corruption Perception Index (2019)	35/180 (-1)	4/180 (-1)
Humain Development Index (2019)	22/189 (+0)	2/189 (+0)
Global Innovation Index (2020)	13/129 (-3)	1/129 (+0)

1.3 Composition du gouvernement

Président	Reuven RIVLIN (Likud, depuis 07.2014)
Premier ministre	Benjamin NETANYAHU (Likud, depuis 03.2009)
Ministre de la Défense	Benny GANTZ (Blue and White, depuis 05.2020)
Remplaçant Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères	Gabi ASHKENAZI (Blue and White, depuis 05.2020)
Ministre de l'Economie et de l'Industrie	Amir PERETZ (Labor, depuis 05.2020)
Ministre des de l'Energie	Yuval STEINITZ (Likud, depuis 05.2015)
Ministre des Finances	Israel KATZ (Likud, depuis 05.2020)
Ministre des Sciences et de la technologie	Yitzhar SHAI (Blue and White, depuis 05.2020)
Gouverneur de la Banque Centrale	Amir YARON (depuis 12.2018)
Prochaines élections présidentielles	Ouvert

¹ World Bank Data, World Development Indicators, Wirtschaftsbericht Schweizerische Botschaft in Tel Aviv 2019

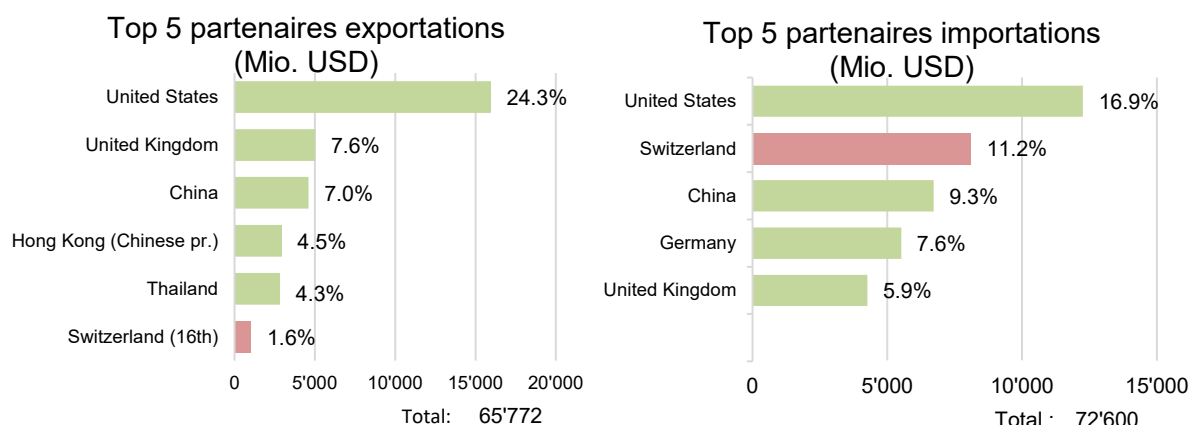
² Interprétation: Position du pays / total des pays notés (nombres de places gagnées (+) ou perdues (-) au classement par rapport à l'année précédente)

2. Statistiques économiques

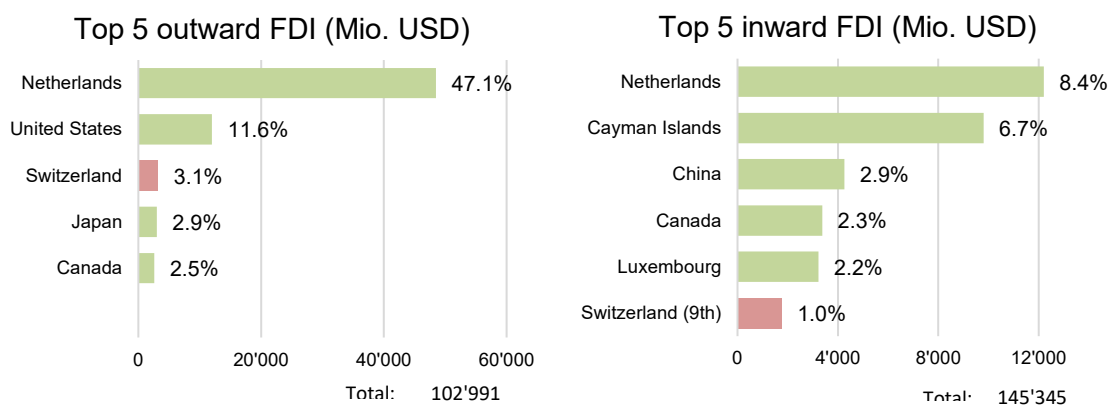
Indicateurs macroéconomiques³

Israël				
	2018	2019	2020	2021
Croissance du PIB (%)	3.5	3.4	-5.9	4.9
PIB (USD Mrd.)	370	395	383	409
PIB/habitant (USD)	41'721	43'603	41'560	43'439
Inflation (%)	0.8	0.8	-0.5	0.2
Chômage (%)	4.0	3.8	6.0	5.6
Solde budgétaire (% du BIP)	-3.6	-3.9	-12.9	-7.1
Dette publique (% du BIP)	60.9	60.0	76.5	80.0
Compte courant (% du BIP)	2.1	3.4	3.5	3.5

Commerce extérieur israélien 2019⁴



Investissements directs étrangers (IDE) 2018⁵



³ [IMF World Economic Outlook Data Base, October 2020](#). Cellules ombragées sont des estimations/projections.

⁴ [Direction of trade statistics \(DOTS\)](#), October 2020

⁵ [Coordinated Direct Investment Survey \(CDIS\)](#), October 2020

3. Situation économique

3.1 Structure de l'économie (top 3, % du PIB)⁶

Als Mitglied der OECD verfügt das Industrieland Israel über eine diversifizierte, technologisch fortgeschrittene Wirtschaft. Für die exportorientierte Volkswirtschaft ist die Ausfuhr von Dienstleistungen, von innovativen High-Tech-Industrieprodukten (u.a. Informatikprodukte, elektronische Güter und Kommunikationstechnologien), chemische und pharmazeutische Güter, aber auch von Diamanten zentral. Zugleich ist das Land abhängig vom Import von Rohstoffen, Halbfabrikaten und Konsumgütern (insb. Lebensmittel und Getränke).

Israel verfügt mit Ausnahme der erheblichen Erdgasvorkommen im Mittelmeer, die für 70% der Elektrizität Produktion in Israel verantwortlich, nur über geringe Bodenschätze. Zwei Drittel seines Gebietes bestehen aus Wüsten oder Bergen. Dank eines hochmodernen, sparsamen Bewässerungssystems versucht Israel, das Problem der Wasserknappheit zu lösen und verwandelte seinen Landwirtschaftssektor in einen der leistungsfähigsten der Welt. Dennoch ist der Primärsektor nur noch für 1.1% des BIP verantwortlich.

Mit der Spezialisierung auf innovative, hochwertige Nischen- und Einzelprodukte ist Israel der Wandel von arbeitsintensiven zu wissensintensiven Wirtschaftsbereichen gelungen. Insbesondere die Industriebranche Israels hat in den letzten Jahren eine dynamische Entwicklung erlebt, die sich in der zunehmenden Fabrikation von High-Tech-Produkten widerspiegelt. Dem High-tech-Sektor, beflügelt von Innovationen, dem Militär und einer lebendigen Jungunternehmerkultur, kommt heute denn auch eine wichtige Rolle für das Wirtschaftswachstum des Landes zu. Der Zufluss von ausländischen Investitionen, erfolgreiche Initial Public Offerings IPOs (erste Börsengänge) und die Akquisitionen israelischer Startups durch ausländische Grossfirmen widerspiegeln den Erfolg der sogenannten „Start-up Nation“.

Rang	Secteurs	2016	2017	2018
1	Services	69.2	69.7	69.8
2	Industrie	19.2	19.4	19.4
3	Agriculture	1.2	1.2	1.1

3.2 Politique économique

Information générale

Um Herausforderungen wie die im OECD-Vergleich hohe Armutsquote im Land und die ausgeprägte soziale Ungleichheit anzugehen, strebt die israelische Regierung die Ankurbelung des Wirtschaftswachstums an. Das Rezept äussert sich in einer strikten Liberalisierungspolitik, die auf eine Deregulierung des Marktes zur Ankurbelung des Wettbewerbs und zur Senkung der Preise abzielt. Einen spezifischen Fokus legt die Regierung auf die Förderung der technologischen Industrien.

Eine spezifische Herausforderung für die israelische Wirtschaft stellt die Einbindung der ultraorthodoxen jüdischen Bevölkerungsgruppe („Haredim“) in den Arbeitsmarkt dar. Aus politischen Gründen hat die Regierung diesbezügliche Reformen gebremst. Prognosen erwarten einen stark ansteigenden Bevölkerungsanteil der Haredim auf 20% bis 2040 und auf 32% bis 2065. Experten gehen davon aus, dass Israel volkswirtschaftliche Nachteile drohen könnten, falls es nicht gelingt, die wachsende Anzahl der Haredim in den Arbeitsmarkt zu integrieren. Ein wirtschaftlicher Entwicklungsplan mit dem Ziel 2022 wurde 2015 vom Knesset verabschiedet. Dieser soll die Integration der ultraorthodoxen Bevölkerung - wovon 49.9% mit einem unter der Armutsgrenze liegenden Einkommen leben - in die Wirtschaft vereinfachen.

⁶ Worldbank Indicators, October 2020

Le faible niveau de productivité est un problème structurel important auquel le gouvernement va devoir répondre s'il désire maintenir la compétitivité d'Israël à l'international. En effet, dans une logique de consolidation fiscale, peu d'investissements ont été effectués dans les infrastructures ces dernières années. Le gouvernement israélien a annoncé en automne 2019 un programme de modernisation des infrastructures dont le montant prévisionnel s'élevait à presque 5.5 Mrd USD.

Politique budgétaire/fiscale

En réponse à la crise du Coronavirus, le gouvernement a mis en place une série de mesures exceptionnelles urgentes pour combattre l'épidémie et en atténuer les effets économiques. Des mesures ont été annoncées pour soutenir individus et entreprises (d'une valeur de 22.1 Mrd USD). Les conditions d'accès aux allocations au chômage ont été assouplies. Une aide pour les indépendants, d'un volume de 4 milliards de NIS, est distribuée sous forme de subventions directes. Des allocations exceptionnelles pour les personnes âgées et les familles avec enfants sont créés. Enfin, le gouvernement accorde un délai de paiement pour les prêts hypothécaires de quatre mois. Les petites et moyennes entreprises, se sont vues accorder des mesures de bienveillance fiscale (diminution de certaines taxes, report de charges jusqu'à la fin du mois d'avril) et ont eu accès à un programme de garantie bancaire (85% de chaque prêt garanti par l'Etat). Quant aux entreprises plus grandes (ayant un revenu annuel de plus de 200 millions de NIS), elles peuvent demander un prêt d'une valeur n'excédant pas 8% du revenu annuel. Suite à l'évolution de la pandémie et à la mise en place d'un deuxième confinement en automne, les différentes mesures ont été étendues.

Politique monétaire

En terme de politique monétaire, le mandat de la Bank of Israel (BoI) est de maintenir un taux d'inflation entre 1% et 3%.

Réponse à la menace de la pandémie du COVID-19 : En matière de politique monétaire, la banque centrale a diminué le taux d'intérêt directeur (de 0.25% à 0.1%) et assoupli les exigences en matière de capital des banques afin que celles-ci puissent prêter davantage aux petites entreprises et aux ménages. Enfin, suivant l'exemple des pays membres de l'OCDE, Israël a mis en place des mesures de confinement pour limiter la transmission du virus au sein de la population. Ces décisions ont été appliquées de façon exceptionnelle et pour une durée déterminée. Le gouvernement s'est d'ores et déjà engagé à reprendre son programme économique, dès que la crise sera passée. Ce programme est constitué d'une série de mesures politiques qui ont été prises pour répondre aux défis structurels de l'économie Israélienne.

Politique économique extérieure

Disposant d'un marché intérieur limité de neuf millions de consommateurs, Israël est conscient de sa dépendance vis-à-vis du commerce extérieur. Soucieux de maintenir de bonnes relations avec ses alliés et de soutenir son commerce extérieur, le pays est un membre actif des organisations internationales (telles que l'OMC, l'IMF, la BIS, l'OECD ou la Banque Mondiale).

Un parallèle, Israël s'engage également de façon bilatérale. A ce jour, le pays a conclu des accords de libre-échange avec l'UE, l'EFTA (y compris la Suisse), le MERCOSUR, le Canada, les Etats-Unis, le Mexique, le Panama et la Turquie. Le Ministère de l'économie ajoute à sa liste des accords dits « *Qualifying Industrial Zones* » (QIZ) avec la Jordanie et l'Egypte, qui permettent à ces derniers d'exporter vers les Etats-Unis des produits sans frais de douane pour autant qu'ils contiennent un certain pourcentage de composants israéliens.

Certains accords, doivent encore entrer en vigueur. C'est par exemple le cas des accords de libre-échange signés avec la Colombie (2013), l'Ukraine ou avec le Royaume-Uni (2019). En 2017, Israël a entamé des négociations avec la Chine sur un accord de libre-échange. En outre, des discussions concernant des accords de libre-échange sont en cours avec le Vietnam, la Corée du Sud, l'Inde et l'Eurasian Economic Union (EAEU).⁷

⁷ Ministère israélien de l'économie, [Trade Agreements and Bilateral issues](#).

3.3 Conjoncture économique

Sur l'année 2019, le **taux de chômage** a légèrement baissé à 3.8% et le **PIB a affiché une croissance** de 3.4%, légèrement supérieure à la moyenne des pays de l'OCDE (0.3%). De façon générale, l'économie israélienne est perçue comme étant une économie relativement robuste et diversifiée. Néanmoins, elle reste vulnérable à des chocs externes. Ainsi, les estimations indiquent que l'épidémie mondiale du Coronavirus aura un impact très significatif sur l'économie du pays et **anticipent une récession en 2020** (PIB de -5.9%). Cette réduction est due à la diminution de la consommation intérieure, de l'activité commerciale, de l'investissement et des exportations. Le ralentissement de l'économie va provoquer une hausse importante du chômage (6% en 2020).

L'inflation était en 2019 estimée à 0.8%, toujours en dessous de l'objectif (fixé entre 1.0% et 3.0%) établi par la Banque Centrale. Un taux aussi faible est principalement dû aux bas prix du pétrole et des matières premières industrielles. Les efforts du gouvernement pour maintenir les prix bas sont aussi partiellement responsables de ce faible taux d'inflation. Cet effet est encore plus accentué pour l'année 2020 (crash des prix du pétrole à cause de la diminution de la demande mondiale). Les prédictions annoncent un taux d'inflation à -0.5% pour 2020.

Le **déficit budgétaire** a augmenté en 2019 (-3.9% du PIB) par rapport à l'année 2018 (-3.6% du PIB). Dans un contexte de ralentissement économique, l'état va devoir financer ses mesures d'aide contre les effets du coronavirus en augmentant sa dette. Les prédictions s'attendent donc à ce que le déficit se creuse encore davantage en 2020 et atteigne les -12.9% du PIB. Ces prévisions risquent de se détériorer encore davantage dès que les conséquences d'un deuxième confinement général auront pu être analysées.

Thème particulier: Une économie à structure duale⁸

La réussite de l'économie israélienne repose essentiellement sur la performance de ses secteurs de l'innovation (13% du PIB et près de 50% des flux de biens et services). Qualifié de «start-up nation», le pays compte près de 7000 start-ups, un réseau de fonds de capitaux risques actifs, de nombreux centres de R&D et consacre presque 5% de son PIB à la recherche civile (l'un des taux les plus élevés en 2019). Ce succès repose sur la création d'un véritable écosystème de l'innovation, dans lequel les interactions entre les différentes parties concernées ont été facilitées et les contraintes administratives et fiscales baissées.

⁸ Wirtschaftsbericht Schweizerische Botschaft in Tel Aviv 2019, [OECD Observer «A profil of the israeli economy»](#)

4. Relations économiques bilatérales

4.1 Accords économiques (liste non-exhaustive)

Accords	Etat	Depuis
Protocole d'entente (MoU) sur la coopération dans le domaine des services financiers	Signé	04.09.2017
Accord contre la double-imposition (CDI)	En modernisation	22.12.2003
Accord de libre-échange (ALE)	En vigueur	01.01.1993
Accord sur le transport aérien	En vigueur	09.10.1951

4.2 Présence institutionnelle

En Israël:

- [Chamber of Commerce Switzerland-Israel](#)

En Suisse:

- [Switzerland Global Enterprise \(S-GE\)](#)
- [Chamber of Commerce Switzerland-Israel](#)

4.3 Commerce des produits bilatéral (perspective suisse)⁹



1.8 Mrd.
Commerce (CHF),
Total 2

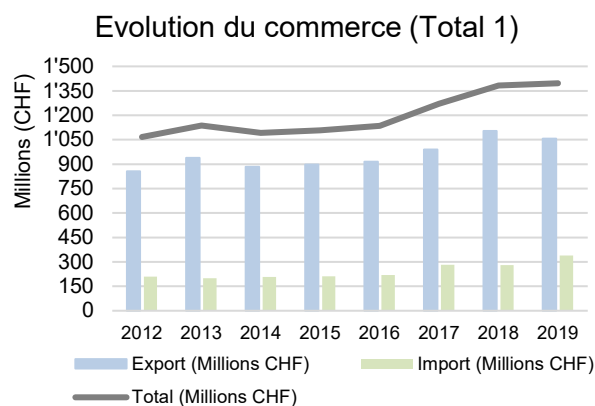
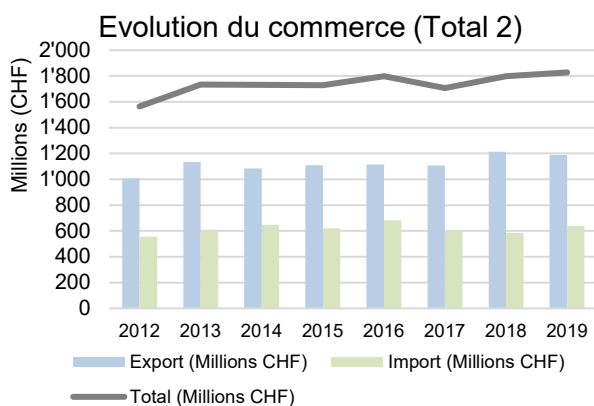


0.3%
Part Mondiale,
Total 2



Nr.42
Partenaire commercial,
Total 2

Evolution du commerce bilatéral & chiffres clés 2019

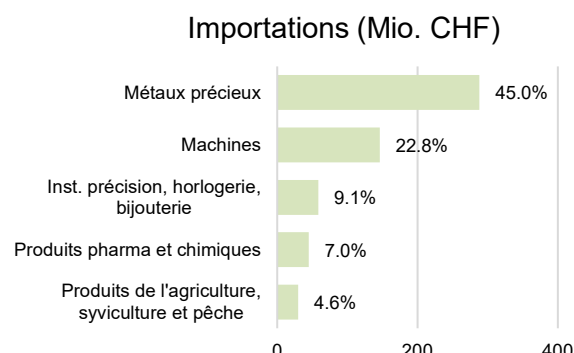
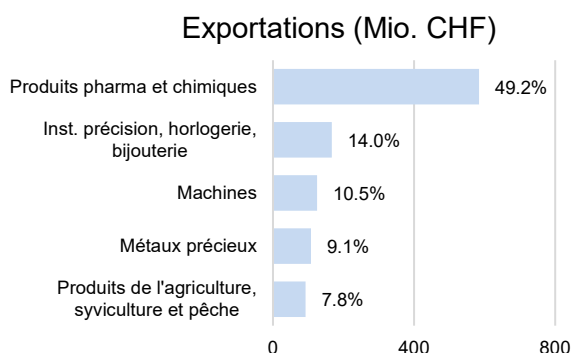


	Export (Mio. CHF)	Variation (%)	Import (Mio. CHF)	Variation (%)	Solde (Mio. CHF)	Volume total (Mio. CHF)	Variation (%)
2017	1107	-0.7	599	-12.3	508	1'705	-5.1
2018	1214	9.7	584	-2.5	630	1'798	5.4
2019*	1188	-2.1	640	9.6	548	1'828	1.7
(Total 1)**	1057	12	339	21.2	718	1'396	1.0
2020(I-IX)	781	-13.7	284	-43.9	496	1'065	-24.5

*) Chiffres provisoires

**) Total conjoncturel (Total 1): à l'exclusion de l'or en lingot et autres métaux précieux, des pièces de monnaie, des pierres précieuses et semi-précieuses, des objets d'art et des antiquités

Composition du commerce bilatéral (2019)



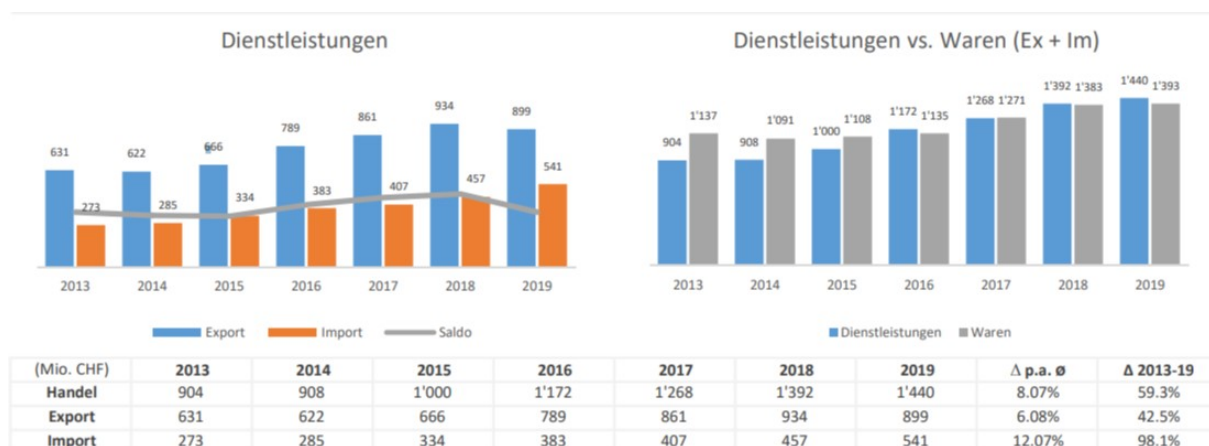
Commentaires

Israël est le troisième partenaire économique de la Suisse dans la zone MENA, avec un volume d'échange qui a atteint CHF 1.8 milliards en 2019. Selon les données des douanes, les échanges entre les deux pays sont relativement constants. De plus, la balance commerciale est systématiquement en faveur de la Suisse.

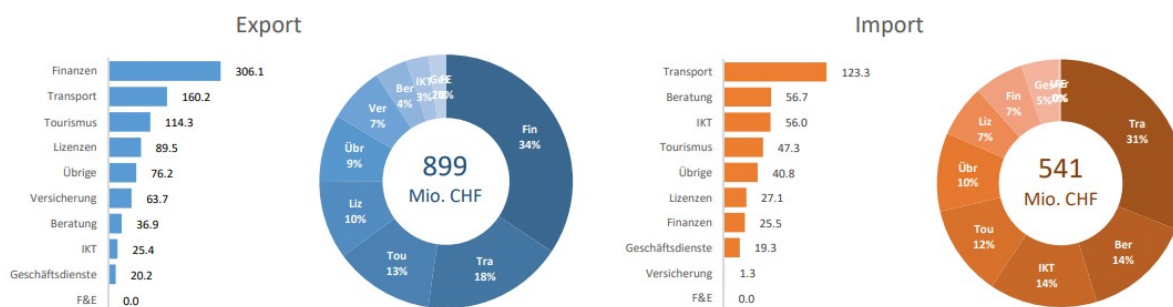
⁹ Source : [Administration Fédérale des douanes AFD](#). Total 2: avec l'or en barres et autres métaux précieux, les pièces de monnaie, les pierres précieuses et semi-précieuses, ainsi que les œuvres d'art et les antiquités. Le total 2 avant 2012 ne comprend pas l'or, l'argent et les pièces.

4.4 Commerce bilatéral des services (perspective suisse)¹⁰

Evolution du commerce bilatéral des services



Commerce bilatéral des services par secteur 2019 (Mio. CHF)¹¹

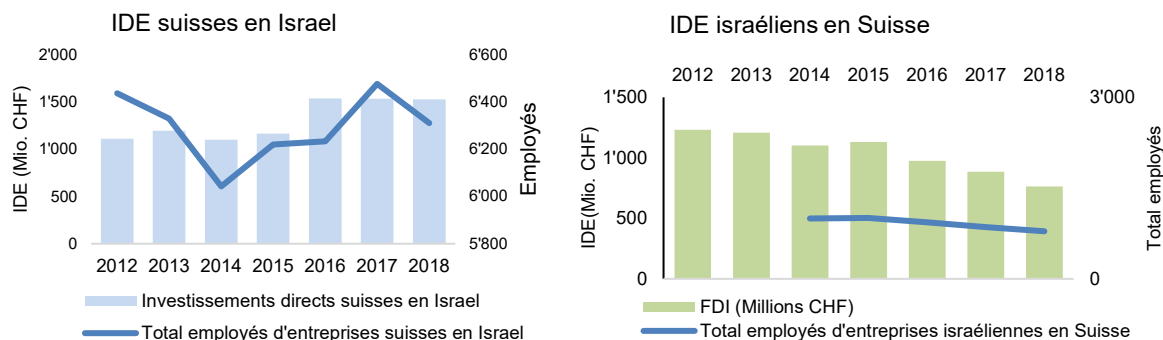


Commentaires

Les recettes liées aux exportations de services, qui sont presque deux fois plus élevées que les dépenses, sont composées à 34% de services liés à la finance, à 18% de services liés au transport et 13% au tourisme. Les dépenses en service sont aussi variées, avec 31% s'afférant au transport, 14% au conseil et 14% aux services en lien avec l'information, la télécommunication et l'informatique (IKT).

4.5 Investissements directs (perspective suisse)¹²

Investissements directs étrangers (IDE)



¹⁰ Banque Nationale Suisse

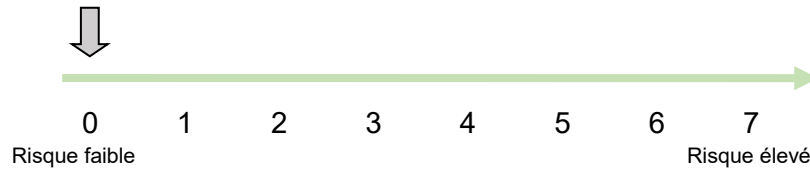
¹¹ Services Trade Cockpit 2020, IKT = Services liés à la télécommunication, l'informatique et l'information

¹² Banque Nationale Suisse, Bundesamt für Statistik

Commentaires

Les entreprises suisses ont suivi la tendance générale et ont fortement investi ces dernières années en Israël (stock a presque doublé entre 2013 et 2014). Depuis, on constate que bien que le stock des investissements directs suisses diminue progressivement. Les entreprises suisses continuent à créer de nouveaux emplois en Israël (près de 12'000 en 2018).

4.6 Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV)¹³



Les garanties de crédit à court, moyen et long terme de la SERV sont disponibles.

4.7 Coopération au développement

SECO/DDC : Pas de coopération.

¹³ [SERV](#)

4.8 Dernières visites (depuis 2010, liste non-exhaustive)

10.2019	Bilaterales Treffen zwischen BR Ignazio Cassis und dem israelischen Aussenminister Israel Katz in Luzern am Rande der Feierlichkeiten zum 70-jährigen Bestehen der diplomatischen Beziehungen
09.2018	Rencontre à Genève entre le CF J.N. Schneider-Ammann et son homologue Eli Cohen, en marge de la signature de l'accord agricole bilatéral révisé
10.2017	Dialogue politique en Israël entre la SE P. Baeriswyl et le Directeur général Alon Ushpiz
09.2017	Reise von BR U. Maurer und StS Gasser (SIF) nach Israel, Anschlussreise von StS Gasser ins Besetzte Palästinensische Gebiet. Zweite Runde Finanzdialog
10.2017	Wissenschafts- und Wirtschaftsmission von BR J.N. Schneider-Ammann nach Israel und ins Besetzte Palästinensische Gebiet
09.2017	Reise von BR U. Maurer und StS Gasser (SIF) nach Israel, Anschlussreise von StS Gasser ins Besetzte Palästinensische Gebiet. Erste Runde Finanzdialog
11.2016	Reise von StS Gasser (SIF) nach Israel (in Kombination mit Saudi-Arabien und den VAE)
09.2016	Teilnahme von BP J.N. Schneider-Ammann an der Beerdigung des ehemaligen israelischen Präsidenten Shimon Peres
02.2016	Besuch Verteidigungsminister Yaalon bei BR G. Parmelin
11.2015	Politischer Dialog in Israel zwischen StS Y. Rossier und Vize-Generaldirektor Alon Ushpiz
12.2014	Wissenschafts- und Wirtschaftsmission des SBF/SECO unter Leitung von StS Dell'Ambrogio (SBFI) und in Begleitung von Botschafterin L. Leu (SECO)
12.2013	Treffen von Wirtschaftsminister Naftali Bennett mit BR J.N. Schneider-Ammann am WTO-Ministertreffen in Bali
05.2013	Besuch BR D. Burkhalter in Israel
03.2011	Treffen von BP M. Calmy-Rey mit Präsident Peres in Genf